

# M. BOURASSA A PORT-ARTHUR ET A FORT-WILLIAM

Port-Arthur, 27. — Deux cités montent la garde, au portique de l'Ouest canadien. Et leurs immenses entrepôts à grains se dressent, au bord du lac Supérieur, comme de gigantesques sentinelles, tournées vers les provinces d'où viennent, chaque automne, des millions de boisseaux de blé. Des îles rocheuses, aux formes étranges, se profilent au loin, sur les eaux agitées du lac; une montagne, en forme de tables superposées, barre l'horizon, derrière Fort-William; et, sur des collines sises en bordure de la nappe d'eau douce du lac, parsemée de navires qui charroient le grain, Port-Arthur étale ses maisons coquettes, demi-cachées dans la verdure, et d'où la vue porte jusqu'aux caps sauvages de la Baie du Tonnerre.

C'est dans ces deux ville-soeurs, construites à trois milles de distance, reliées par un service de tramways interurbain, que M. Bourassa entretenait hier des auditeurs nombreux, et développait devant eux le programme nationaliste. Au déjeuner du *Canadian Club*, à Fort-William, il parlait du programme économique des nationalistes; au dîner du *Canadian Club* de Port-Arthur, il exposait ses opinions quant à nos relations avec l'Empire. Et, dans chaque endroit, il se faisait applaudir, à cause de sa franchise, de ses convictions et de sa sincérité. Plusieurs de ses auditeurs ne se faisaient pas faute d'exprimer leur approbation de ce qu'il disait.

Il y avait, au déjeuner de Fort-William, une assistance plus nombreuse qu'il n'y en a jamais eue, nous disait le secrétaire du *Canadian Club* de cette ville: des Canadiens de langue anglaise, quelques Anglais récemment arrivés au pays, un petit groupe d'Américains, quelques Canadiens-français, — ils sont douze cents sur une population de vingt-cinq mille, à Fort-William, — et même, un Arménien de passage dans cette ville, et qui parle un excellent français, de même que fort bien l'anglais, car il est citoyen de Toronto depuis dix-huit ans, et naturalisé.

L'attention des auditeurs ne s'est pas départie une seconde, quand M. Bourassa, avec sa logique habituelle, a exposé les opinions du groupe nationaliste, sur les questions économiques canadiennes et dit que, avant de tirer au clair l'avenir de l'Empire, en chantant le *Dieu Sauve le Roi* et le *Rule Britannia* à tout propos et hors de propos, comme on l'a fait pendant six mois, récemment, il convient de mettre en ordre les affaires canadiennes." Il s'est fait approuver par la plus grande partie de l'auditoire, quand il s'est écrié que "nous ne consentirons pas à devenir des esclaves, dans l'Empire, et que nous n'abdiquerons pas la liberté nationale aux mains de quelques politiciens d'Ottawa." L'assistance s'amuse de ses saillies et de son sarcasme mordant, à l'endroit des politiciens d'Ottawa, rouges ou bleus, qui prétendent sauver l'Empire et donner une leçon finale à l'Allemagne, en versant à la Grande-Bretagne, immensément riche, la somme de 35 millions. "Mais nos impérialistes parlent de la solidarité de race, comme moyen de tenir unies ensemble les différentes parties de l'Empire", dit-il. "Erreur. Cela ne suffirait pas." Et il cite l'opinion d'un journaliste australien de langue anglaise, M. Edwards, parue il y a une quinzaine de mois dans la *National Review* de Londres.

Les réformes bien connues qu'il demande à propos des chemins de fer, des banques, de l'administration du domaine public, du tarif, de l'immigration, semblent des plus saines à l'assistance, qui applaudit à maintes reprises l'orateur, tandis qu'il les formule clairement. Et ses revendications justes, quant à l'enseignement du français dans les écoles canadiennes, et quant au régime des écoles séparées, paraissent des plus plausibles à la majeure partie des auditeurs. Tout près de nous, un jeune Ecossais presbytérien dit à son voisin: "After all, it is hard to see that this man is wrong". — ("Après tout, il est difficile de croire que cet homme ait tort"). Aussi, à la fin du discours de M. Bourassa, les membres du cercle, sur proposition de M. Manion, un jeune médecin Irlandais de Fort-William, remercient-ils cordialement M. Bourassa de sa conférence.

Le soir, à Port-Arthur, cent cinquante membres du *Canadian Club* de cette ville assistaient à la seconde conférence du chef nationaliste. Ici aussi, jamais il n'y a eu d'assistance aussi nombreuse. Règle générale, il y a une quarantaine d'auditeurs, aux réunions de ce genre. Celle d'hier soir prouve que les hommes d'affaires, les avocats, les industriels, bref, la classe dirigeante de Port-Arthur, ne sont pas indifférents aux graves questions politiques et qu'ils sont curieux de les entendre discuter par ceux qui les étudient à fond.

Quelques Canadiens-français de Port-Arthur, — ils sont en tout cinq

cents, ici, venus d'un peu partout de la vieille province de Québec; et le président de la commission des écoles séparées est l'un d'eux, M. J. P. Bertrand, autrefois du comté des Deux-Montagnes, — une colonie d'Américains, plusieurs Anglais et un grand nombre d'Anglo-Canadiens forment l'auditoire. M. Bourassa en a rarement eu un, dans toute sa tournée de l'Ouest, plus représentatif, d'esprit plus ouvert, et qui ait mieux suivi, d'un bout à l'autre, la thèse qu'il a faite, quant à la nature de nos relations avec l'Empire, et de notre situation dans celui-ci. L'attention de l'auditoire ne s'est pas lassée, pendant l'heure et trois quarts où M. Bourassa a parlé avec son courage habituel, allant plus loin qu'il n'est jamais allé dans Québec et faisant, avec hardiesse, une étude approfondie des relations impériales, comme il l'a fait, du reste, dans chacune des villes anglo-canadiennes de l'Ouest où il a abordé ce sujet. Il parle de nos limitations en matière de jurisprudence, de droits d'auteur, de législation maritime, de naturalisation, de politique étrangère, et en conclut que, ce qui se dégage de tout cela, c'est que, à l'heure présente, et dans la situation actuelle, "le Canada n'est aucunement obligé à participer, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, à la défense de l'Empire. Et, tant que les autorités impériales persisteront dans leur détermination de ne donner aucune voix au Canada dans les conseils de l'Empire, il serait au-dessous de notre dignité de contribuer, de quelque manière que ce soit, à la marine anglaise."

Les chiffres que M. Bourassa donne pour prouver la richesse énorme de la Grande-Bretagne produisent une profonde impression dans l'auditoire; de même, celui-ci s'amuse fort de l'opinion de sir Richard Cartwright, que "nous ne devons rien à l'Angleterre, si ce n'est le pardon chrétien de tout le mal qu'elle nous a fait." M. Bourassa remarque, les rives-finis, que jamais il n'a été aussi loin, et qu'il prétend que les deux pays sont quittes, quand on invoque l'argument de gratitude pour inciter les Canadiens à participer à la défense de l'Empire. Les révélations relatives au trust des armements, au partage des bénéfices, entre les maisons Armstrong, Cammell-Laird et Krupp, que M. Bourassa rappelle, intéressent vivement l'assistance. Et elle semble approuver l'orateur, si l'on en juge par ses applaudissements, quand il dit qu'il faut commencer, si l'on veut entreprendre la défense du pays, par le commencement, réorganiser notre milice, fortifier nos ports de mer, et les munir de bassins de radoub. La partie de son discours qui a trait à la formation d'un patriotisme canadien, mettant les intérêts du Canada avant ceux de l'Empire, et celle aussi où il parle de la nécessité d'avoir une opinion publique franche, libre et désintéressée des deux partis politiques, recueillent des approbations unanimes. Tout l'auditoire, aussi, souligne de ses applaudissements la finale du discours, où M. Bourassa réclame l'appel au peuple, par plébiscite, afin de savoir quelle décision il entend prendre au sujet de la politique navale, et s'il en désire une.

Deux avocats de Port-Arthur, l'un, Irlandais catholique, l'autre Ecossais presbytérien, rendent hommage à M. Bourassa, "l'un des plus courageux orateurs et l'un des esprits les plus indépendants du Canada", et qui "n'est pas le farouche Français mangeur de feu qu'on nous représentait", disent-ils; et tous deux, quoique de politique différente, reconnaissent que "l'Élément indépendant s'accroît, dans ce pays."

La tournée de M. Bourassa à l'Ouest du Lac Supérieur se clôt sur cette vérité. Et il n'est pas osé de dire que la formation d'une opinion politique indépendante, dans les plaines de l'Ouest canadien, et sur les bords du Lac Supérieur, aura reçu une impulsion considérable, du voyage que le chef nationaliste a fait dans ces régions, où il a exposé toute sa pensée, et s'est fait applaudir dans les centres les plus anglais, telle, la citadelle impérialiste de Calgary.

Georges PELLETIER.

## DEMAIN :

La Saint-Jean-Baptiste à Winnipeg, par M. Georges Pelletier.

## Voir Page 3

— Compte rendu complet de l'ouverture du Congrès de la jeunesse aux Trois-Rivières.